



RAPPORT D'ACTIVITÉ

Échange Sud-Sud Afrique de l'Ouest – Colombie

« Cultiver la diversité - Semer la solidarité pour l'agroécologie paysanne »

06 au 17 Décembre 2025 | Bénin et Togo



Cultiver la diversité – Semer la solidarité pour l'agroécologie paysanne et la souveraineté alimentaire
Echange Sud-Sud Colombie-Afrique de l'Ouest - Au centre Sicheu - Togo - Décembre 2025



Cultiver la diversité – semer la solidarité pour l'agroécologie paysanne et la souveraineté alimentaire
Echange Sud-Sud Colombie-Afrique de l'Ouest - Au centre Sicheu - Togo - Décembre 2025

Facilité par FIAN International en collaboration avec JVE Ghana
Rapport rédigé par le Réseau des Acteurs du Développement Durable (RADD)

- Yaoundé, Cameroun -

1. Contexte et justification

Les systèmes alimentaires des pays du Sud, en particulier en Afrique de l'Ouest et en Amérique latine, traversent des mutations profondes et accélérées. L'expansion de modèles agricoles intensifs, la standardisation croissante des pratiques de production et l'évolution des cadres réglementaires internationaux en matière de semences redessinent profondément les conditions dans lesquelles opèrent les agricultures paysannes. En Amérique latine plus particulièrement, ces dynamiques s'articulent à une réalité foncière alarmante : des millions d'hectares de terres agricoles et de territoires ancestraux sont progressivement absorbés par de grandes firmes agroindustrielles et des fonds d'investissement internationaux, privant les communautés rurales de leur base productive et de leur ancrage territorial. Ces dynamiques ne sont pas sans écho au Cameroun, où le RADD observe depuis plusieurs années une érosion progressive des pratiques semencières traditionnelles et une pression croissante sur les terres des petits producteurs ruraux. Face à ces pressions conjuguées, les communautés rurales ne restent pas passives. Elles développent et

transmettent des systèmes agricoles ancrés dans l'agroécologie, nourris de savoirs locaux forgés sur des générations, de pratiques finement adaptées aux réalités écologiques de chaque territoire et d'une gestion collective et solidaire des ressources naturelles. Ces approches constituent des leviers fondamentaux pour renforcer la résilience des systèmes alimentaires, préserver la biodiversité cultivée et garantir durablement la sécurité alimentaire des populations, enjeux au cœur de la mission du RADD.

C'est dans cette perspective que le RADD a mandaté un représentant pour participer à l'échange Sud-Sud Afrique de l'Ouest-Colombie, conçu pour créer un cadre structuré de dialogue, de formation et de planification conjointe entre des acteurs engagés dans l'agroécologie paysanne et la gestion durable des semences. Pour le RADD, cette participation représentait une opportunité unique d'ancrer son action dans des dynamiques de coopération Sud-Sud et de consolider des alliances stratégiques avec des mouvements paysans partageant les mêmes luttes.

Le présent rapport a été rédigé par le Réseau des Acteurs du Développement Durable (RADD), organisation de la

société civile basée à Yaoundé au Cameroun, qui a participé à cet échange. Fort de plus de dix ans d'engagement au service du développement durable, de la promotion de l'agroécologie et du renforcement des capacités des communautés rurales, le RADD a saisi cette opportunité comme un moment stratégique pour enrichir ses approches, élargir ses alliances et nourrir sa réflexion sur les systèmes semenciers paysans au Cameroun et en Afrique centrale.

Ce rapport a pour vocation de rendre compte fidèlement des expériences vécues, des enseignements tirés et des engagements pris lors de cet échange. Il s'adresse aussi bien aux membres et partenaires du RADD qu'aux organisations paysannes et acteurs du développement rural avec lesquels le RADD collabore. Il constitue à la fois un outil de capitalisation et une feuille de route pour les actions à venir.

2. Objectifs de l'échange

Le programme d'échange visait à atteindre quatre objectifs principaux, auxquels le RADD a adhéré pleinement en y projetant les réalités de son contexte camerounais :

1. Faciliter un dialogue sur les pratiques, les expériences et les actions politiques et juridiques pour promouvoir l'agroécologie paysanne à partir de nos terroirs.
2. Identifier les similitudes et les différences dans les approches pour réaliser le droit des communautés paysannes, des peuples autochtones et des communautés afro-colombiennes à leurs semences.
3. Tirer des enseignements des réussites et des difficultés rencontrées dans les différentes régions afin d'encourager une réflexion stratégique sur le renforcement des systèmes semenciers.
4. Renforcer la solidarité entre les luttes menées contre l'accaparement des ressources naturelles et pour l'agroécologie en Amérique latine et en Afrique.

3. Participants

Nous étions au total 29 personnes venues de 14 pays, représentant des organisations paysannes, des organisations de la société civile et des institutions engagées pour la souveraineté alimentaire. Le RADD y était représenté en tant qu'unique organisation d'Afrique centrale, apportant la perspective camerounaise dans des échanges qui ont, pendant treize jours, dépassé les frontières pour tisser une solidarité véritablement interrégionale.

3.1 Délégation Afrique de l'Ouest

- Écologie et Développement Communautaire (ECODEC) / COASP-Bénin
- Fédération Nationale des Groupements Naam (FNGN) / COASP Burkina Faso
- Jeunes Volontaires pour le Développement Ghana / COASP Ghana

3.2 Délégation Colombie

- Plataforma Sur de procesos y organizaciones Sociales
- Red Colombiana de Agricultura Biológica (RECAB)
- Comité de incidencia por la defensa del territorio Afromontecaucaño - Corredor Afroalimentario
- Red de custodios de semillas del eje de la biodiversidad
- Red de semillas Libres de Colombia

- Union pour un Avenir Écologique et Solidaire (UAVES, Mali) / COASP-Mali
- Jekafo / COASP-Mali
- Sumbala Infos (Mali)
- Mooriben / Raya Karkara (Niger)
- Association pour la rénovation du Bondou / FONGS (Sénégal)
- Action Réelle sur l'Environnement, l'Enfance et la Jeunesse (AREJ) / COASP-Togo
- GRAPHE / COASP-Togo
- VI.F.A.A.B / COASP-Guinée
- CNOP-Mali / ROPPA
- FIAN Burkina Faso
- Réseau des Acteurs du Développement Durable – RADD (Cameroun)
- Jeunes Volontaires pour le Développement en Côte d'Ivoire

- La Corporación Grupo Semillas
- Campaña nacional Colombia libre de transgénicos
- Movimiento Agroecológico de América Latina y el Caribe (MAELA)

3.3 Autres pays

- Association d'Accueil en Agriculture et Artisanat (A4, France)
- Maison Maralpine des Semences Paysannes (France)
- FIAN International

4. Programme de travail

Notre programme a combiné des espaces de réflexion théorique, des partages d'expériences et des ateliers pratiques. Pour le délégué du RADD, chaque journée a été une occasion d'observer, de questionner et d'identifier les ponts possibles entre les pratiques observées et les réalités camerounaises. Ensemble, nous avons exploré les thématiques suivantes :

- Les systèmes participatifs d'assurance qualité des systèmes semenciers paysans (Systèmes Participatifs de Garantie/ SPG)
- Les stratégies de gestion dynamique des semences de population, de sélection, de multiplication et de conservation
- Les menaces liées à l'introduction d'OGM, aux nouvelles biotechnologies et à la numérisation du vivant

- Les cadres juridiques internationaux et les leviers pour les droits des paysannes
- Les pratiques culturelles et sociales associées à la gestion des semences
- Le rôle central des femmes dans l'agriculture
- Les conflits liés à la propriété foncière menaçant la conservation des semences

4.1 Sites et centres visités

Quatre sites agro-écologiques ont été visités, offrant une immersion précieuse dans des modèles concrets que le RADD entend documenter et valoriser dans ses propres programmes.

❖ Centre SICHEM-Togo du 6 au 7 décembre (2 jours)

Notre première escale est au Centre SICHEM (Système Intégré Chrétien pour l'Éducation et le Milieu), situé à Kpomé-

Dzogblakopé à une vingtaine de kilomètres de Lomé a été notre première escale de visite. Il, constitue l'un des espaces de référence en matière d'agroécologie et de développement rural au Togo. Fondé en 1989 et opérant comme une ferme-école et un laboratoire d'initiatives, ce centre incarne une vision intégrale et cohérente du développement rural. La visite de ce centre a représenté un moment d'imprégnation de notre voyage d'échange et nous avons pu faire connaissance les uns des autres. SICHEM offre une diversité d'activités complémentaire qui y sont menées. Nous avons pu découvrir un savoir-faire remarquable en construction écologique, avec des bâtiments et infrastructures réalisés à partir des blocs en terre, témoignant d'une architecture sobre et adaptée au contexte climatique. La bibliothèque mobile du centre a particulièrement retenu l'attention, illustrant une approche innovante de la diffusion des connaissances au sein des communautés rurales, y compris les plus isolées. La visite des jardins agro-écologiques a permis d'observer concrètement la gestion de la fertilité des sols, la diversification des cultures, la valorisation des semences locales et la production d'intrants biologiques (compostage, biogaz etc.).

Les différents élevages intégrés au sein de la ferme ont quant à eux démontré la pertinence des synergies entre productions animales et végétales dans une logique d'économie circulaire. Enfin, les activités de transformation des produits du terroir dont la production de jus, de vin, produits séchés etc. illustre la capacité du centre à créer de la valeur ajoutée locale et à construire une autonomie financière progressive. L'ensemble de ces expériences a nourri les réflexions collectives sur les conditions de répliquabilité de tels modèles intégrés dans les différents contextes nationaux représentés au sein des délégations.

Le concept de bibliothèque mobile a particulièrement retenu l'attention du RADD comme modèle transposable dans les zones rurales du Cameroun.

❖ Centre CIDAP-Togo du 8 au 11 décembre (4 jours)

Notre deuxième étape nous a conduits au Centre International de Développement Agro-Pastoral (CIDAP), implanté à Balli dans la région de la Kara au nord du Togo. Fondé en octobre 1984 par le couple Bawiena, en réponse aux difficultés du milieu notamment la pauvreté des sols et le climat rude qui y règne. Installé sur une superficie de 18 hectares avec des champs-écoles, le

CIDAP compte six unités de production dans les filières agropastorales et délivre des formations sanctionnées par un CAP puis un BT agricole.

La visite du centre nous a permis d'observer les pratiques de restauration écologique des sols, les techniques de production végétale et animale intégrée ainsi que les approches pédagogiques innovantes pour former les jeunes agriculteurs. Une attention particulière a été portée au remarquable travail de reconquête écologique entrepris par le fondateur dans le 2^e site du centre qui est confronté à un environnement aride, aux sols dégradés et soumis à un fort taux d'érosion. Il a fait le pari de recréer de toutes pièces un couvert végétal sur le site, transformant progressivement une terre appauvrie en un espace agro-écologique vivant et productif. Cette renaissance du milieu a été rendue possible grâce à une stratégie combinant la plantation d'arbres le long de parcours balisés qui jouent un rôle de brise-vent, de fixation des sols et de restauration de la biodiversité et la mise en place d'une centaine de bacs de rétention des eaux de pluie. Ces dispositifs de collecte et de stockage permettent de constituer des réserves hydriques mobilisables pendant les périodes de sécheresse, assurant ainsi la continuité de la production agricole

lorsque les précipitations se font rares. Ce travail de longue haleine, mené pendant une vingtaine d'années avec patience et conviction, illustre de manière saisissante qu'il est possible de renverser des processus de dégradation environnementale profonde à condition d'inscrire l'action dans la durée, d'ancrer les pratiques dans les réalités écologiques locales et de mobiliser la communauté autour d'une vision commune. Cette expérience a suscité de profondes réflexions au sein des délégations, notamment sur les liens indissociables entre restauration des terres, gestion de l'eau et souveraineté alimentaire.

Un moment particulièrement important de l'échange a été la participation à la Foire Ouest-africaine des Semences Paysannes (FOASP), accueillie par le COASP-Togo au Centre CIDAP à Baga. Les délégations ont échangé une très grande diversité de semences et de connaissances avec plus de 200 paysan-ne-s de toute la région, démontrant la vitalité des systèmes semenciers paysans face à l'homogénéisation imposée par le marché mondial.

Le CIDAP incarne une vision du développement rural profondément enracinée dans les réalités locales et tournée vers la transmission intergénérationnelle des savoirs paysans.



Cultiver la diversité – Semer la solidarité pour l'agroécologie paysanne et la souveraineté alimentaire
Echange Sud-Sud Colombie-Afrique de l'Ouest - au CIDAP 2 au Togo - Décembre 2025

Ferme-école TCHARM FORA Bénin | 13 décembre (1 jour)

La ferme-école TCHARM FORA, dont le nom signifie « ferme de la lumière », est portée par l'ORAD (Organisation des Ruraux pour une Agriculture Durable), association qui regroupe près de 500 paysan·ne·s de la région de la Donga, au nord du Bénin, à 21 km de Djougou. Ce centre est un véritable centre de formation en agroécologie, dont la vocation première est l'innovation paysanne et la recherche en agroécologie, en servant de vitrine pour sensibiliser et former les paysan·ne·s des terroirs proches et diffuser les bonnes

pratiques via le réseau des personnes formées. (Réseau-FAR) La visite de cette ferme-école a constitué une étape particulièrement riche du programme d'échange, permettant aux délégations d'observer de près la cohérence et la diversité d'un modèle agro-écologique pleinement ancré dans les réalités paysannes du nord du Bénin. Nous avons pu découvrir des parcelles de production agro-écologique illustrant concrètement les principes d'association de cultures céréalières de la région, de gestion de la fertilité des sols sans intrants chimiques et de diversification variétale. Une attention

particulière est portée à la valorisation des semences paysannes locales comme fondement de l'autonomie productive. Les différents élevages intégrés à la ferme notamment de caprins témoignent d'une approche systémique dans laquelle productions animales et végétales se nourrissent mutuellement, réduisant les intrants extérieurs et renforçant la résilience de l'exploitation. Les échanges avec les ont permis d'approfondir les réflexions collectives sur les stratégies de

gestion, de sélection et de conservation des semences paysannes, mettant en lumière le rôle central que jouent ces pratiques dans la préservation de la biodiversité cultivée et dans la résistance aux pressions exercées par les semences industrielles. Le chef de centre nous a présenté des réalisations menées sur la lutte conte de sorgho OGM. Nous avons visité les parcelles de maraichages et avons mis des plants de bananier plantain symbole de la diversité.



Ferme SAIN-Bénin les 15 et 16 décembre (2 jours)

La ferme SAIN (Solidarités Agricoles Intégrées), mise en place depuis 1998, est implantée à Kakanitchoé, un petit village de la commune d'Adjohoun, dans la vallée de l'Ouémé au sud-est du Bénin, à environ 45 km de Porto-Novo. Portée par son fondateur Pascal Gbenou, l'exploitation s'étend sur 14 hectares, dont la moitié en bas-fonds, et pratique un système de production intégré associant cultures végétales, productions animales et pisciculture, dans une logique de recyclage des déchets et sous-produits permettant de n'utiliser qu'un minimum

d'intrants extérieurs. La visite de la ferme SAIN a constitué une expérience particulièrement enrichissante pour les délégations, offrant une immersion concrète dans un modèle agro-écologique intégré, à l'échelle de l'agriculture familiale et pleinement reproductible par les communautés rurales de la région. Nous avons pu observer la diversité et la complémentarité des productions végétales agro-écologiques cultures vivrières, maraîchage et fruitiers ainsi que les différents élevages lapins poules de

races locales, canards, pintades, cailles ... intégrés au sein du système, dont la production animale contribue directement à la fertilisation des sols et à la réduction de la dépendance aux intrants chimiques. Nous avons visité l'unité de lombricompostage, d'élevage de mouches noires et de production du biogaz. Les activités de transformation des produits de la ferme ont également illustré la capacité de ce modèle à créer de la valeur ajoutée locale et à construire une autonomie économique progressive, les revenus générés étant en partie réinvestis dans la structure pédagogique pour financer la formation de jeunes agriculteurs issus de familles défavorisées.

Les échanges sur place ont par ailleurs ouvert des réflexions profondes sur la gestion de la fertilité des sols et la conservation des semences paysannes, mais aussi sur le rôle moteur des femmes dans la gestion quotidienne des systèmes alimentaires et dans la transmission des savoirs agronomiques au sein des ménages et des communautés.

La ferme SAIN incarne une vision cohérente de la solidarité agricole, où la performance technique, l'autonomie économique et la justice sociale se renforcent mutuellement au service d'une agroécologie paysanne véritablement émancipatrice.



Cultiver la diversité – Semer la solidarité pour l'agroécologie paysanne et la souveraineté alimentaire
Echange Sud-Sud Colombie-Afrique de l'Ouest - à la Ferme SAIN au Bénin - Décembre 2025



Cultiver la diversité – Semer la solidarité pour l'agroécologie paysanne et la souveraineté alimentaire
Echange Sud-Sud Colombie-Afrique de l'Ouest - à la Ferme SAIN au Bénin - Décembre 2025

5. Résultats et principaux enseignements

5.1 Convergence des pratiques et des luttes

Malgré les distances géographiques et les différences culturelles, nous avons réalisé à quel point nos luttes se ressemblent. Les communautés paysannes d'Afrique et d'Amérique

latine font face aux mêmes menaces et ont développé des réponses convergentes basées sur l'autonomie, la défense des biens communs et l'organisation collective. Pour le RADD, cette prise de conscience a renforcé la conviction que les petits producteurs

ruraux, les jeunes agriculteurs et les femmes rurales du Cameroun ne sont pas isolés dans leurs luttes : ils font partie d'un mouvement global qui se construit.

5.2 Les trois piliers de la transformation

L'enseignement le plus structurant de notre échange a été la compréhension que la mise en œuvre quotidienne des pratiques agro-écologiques, le renforcement des connaissances et l'organisation politique forment trois piliers indissociables de la transformation. Pour le RADD, cela signifie concrètement qu'il ne suffit pas de former des agriculteurs : il faut aussi les accompagner dans leur engagement politique et leur plaidoyer pour des politiques publiques favorables à l'agroécologie paysanne au Cameroun.

5.3 Rôle central des femmes

Les témoignages recueillis tout au long de l'échange ont confirmé et enrichi la conviction du RADD sur le rôle central des femmes comme gardiennes de la biodiversité agricole et force motrice de la transition agro-écologique. Les femmes rurales que le RADD accompagne au Cameroun portent, souvent dans l'ombre, des savoirs et des pratiques irremplaçables. Cet échange nous a rappelé qu'il est urgent de les valoriser et de créer les conditions pour qu'elles

occupent pleinement leur place dans les espaces de décision.

5.4 Systèmes Participatifs de Garantie (SPG)

L'échange nous a offert une vision profondément renouvelée des Systèmes Participatifs de Garantie (SPG), grâce notamment aux témoignages riches et détaillés partagés par nos partenaires colombiens. Là où nous en sommes encore, pour beaucoup d'entre nous, à explorer les contours de cet outil et à en imaginer les applications concrètes dans nos contextes, les organisations colombiennes présentes ont démontré qu'elles en maîtrisent déjà pleinement les rouages. Portées par des années d'expérimentation collective, elles ont développé des SPG opérationnels, ancrés dans des dynamiques communautaires solides, reconnus par certaines autorités publiques et capables de créer une véritable confiance entre producteurs, consommateurs et institutions. Leurs systèmes ne sont pas de simples alternatives aux certifications tierces gérées par des organismes centraux et souvent inaccessibles aux petits producteurs : ce sont des mécanismes vivants, fondés sur la relation directe, la transparence et l'auto-organisation des communautés, qui affirment concrètement leur autonomie

et leur capacité à définir eux-mêmes leurs propres critères de qualité.

Nos partenaires colombiens ont partagé leur expérience et ont exprimé leur volonté claire de nous accompagner dans la mise en place de nos propres SPG, en proposant un appui méthodologique adapté à nos contextes, à nos cultures et à nos systèmes de gouvernance communautaire. Pour le RADD, cette offre de coopération représente une opportunité stratégique exceptionnelle : celle de ne pas réinventer la roue, mais de bénéficier d'une expérience éprouvée tout en l'adaptant aux réalités des communautés paysannes camerounaises et d'Afrique centrale. Les échanges ont ainsi ouvert la voie à une collaboration concrète entre nos organisations, qui se poursuivra en 2026 à travers des sessions virtuelles dédiées à la conception et à l'accompagnement de SPG adaptés à nos terroirs.

6. Défis structurels identifiés

Nos discussions collectives ont mis en lumière plusieurs défis structurels communs, que le RADD reconnaît pleinement dans le contexte camerounais :

- La persistance de cadres juridiques et de réglementations

sanitaires conçus pour l'agriculture industrielle, qui tendent à criminaliser ou à exclure les pratiques paysannes traditionnelles.

- Les règles de la propriété intellectuelle appliquées via l'UPOV et les brevets sur les séquences génétiques, qui exposent les semences paysannes à la privatisation.
- L'introduction non réglementée d'OGM et de nouvelles biotechnologies, dont l'édition génétique, qui menace l'intégrité des variétés paysannes locales.
- La promotion par les États de paquets technologiques imposant des semences certifiées (hybrides, OGM, biofortifiées) au détriment des variétés locales adaptées aux terroirs.
- Les menaces découlant des processus d'accaparement des terres, des conflits et du changement climatique.
- Les obstacles structurels auxquels font face les femmes rurales en matière de contrôle des terres et de participation aux espaces de décision.
- Le vieillissement de la population agricole et le désengagement des

jeunes des zones rurales, menaçant la transmission des savoirs agroécologiques.

7. Engagements collectifs

Pour donner une suite concrète et durable à cet échange, nous nous sommes engagées à :

- Produire un livret documentant les stratégies de conservation et analysant les menaces juridiques, environnementales et économiques qui pèsent sur les semences paysannes.
- Produire du matériel audiovisuel et des émissions sur les radios communautaires pour diffuser les expériences partagées.
- Organiser en 2026 des sessions d'échange virtuelles et des activités de restitution au sein des organisations et réseaux respectifs.
- Renforcer les alliances stratégiques pour la déclaration et la protection effective de territoires sans OGM sur les deux continents.
- Mettre en terre toutes les semences échangées et partager les résultats pour continuer à sélectionner et à brasser la biodiversité pour l'autonomie paysanne.



8. Déclaration commune «Le Pays des Semences»

En tant que gardiens et gardiennes des semences et des terroirs, les organisations participantes ont réaffirmé ensemble :

- Les semences sont des biens communs des peuples, sélectionnés et partagés solidairement par les communautés. Leur libre circulation est indissociable d'un accès digne, durable et culturellement approprié à l'alimentation.
- Les semences ne sont pas des marchandises, mais des êtres vivants et le lien entre les communautés. Les défendre, c'est défendre la vie et les droits des peuples.
- Le droit de conserver, d'utiliser, d'échanger et de vendre les semences est un droit humain internationalement reconnu. Il incombe aux États de remplir leurs obligations à cet égard.
- Nos connaissances, innovations et pratiques sont la base de la biodiversité agricole, de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire. Les États ont l'obligation de les protéger.

- L'agroécologie paysanne est la voie vers des systèmes alimentaires durables et la guérison d'une humanité et d'une planète en crise.

Au cours de ces treize jours, nous avons donné un nom à notre vision commune : «le Pays des Semences». Le RADD s'engage à porter cette vision au Cameroun et en Afrique centrale, en faisant vivre cette communauté interrégionale dans ses actions quotidiennes.

10. Perspectives pour le RADD

Au-delà des enseignements collectifs, cet échange a permis au RADD d'identifier des pistes d'action concrètes et stratégiques pour renforcer son travail au Cameroun. Ces perspectives s'articulent autour de trois axes prioritaires, cohérents avec les domaines d'action du réseau et les réalités de ses bénéficiaires : petits producteurs ruraux, jeunes agriculteurs, femmes rurales et organisations paysannes membres.

FORMER NOS MEMBRES SUR LES PRATIQUES ET SYSTÈMES AGROÉCOLOGIQUES

Les modèles observés au cours de l'échange notamment au Centre SICHEM, à TCHARM FORA et à la ferme SAIN offrent des références concrètes et adaptables que le RADD entend capitaliser pour concevoir un programme de formation agro-écologique destiné à ses organisations membres. Ce programme couvrira les techniques de production sans intrants chimiques, la gestion de la fertilité des sols, les systèmes d'élevage intégré et la transformation des produits, avec une attention particulière aux besoins des jeunes agriculteurs et des femmes rurales. Le concept de bibliothèque mobile observé au SICHEM sera exploré comme outil de diffusion des connaissances dans les zones rurales éloignées du Cameroun.

ENRICHIR LES PROGRAMMES EN COURS PAR LES BONNES PRATIQUES IDENTIFIÉES

Les enseignements de l'échange seront immédiatement intégrés dans les projets en cours du RADD, notamment ceux portant sur la souveraineté alimentaire et la gestion des ressources naturelles. Les approches de restauration écologique des sols observées au CIDAP, les techniques de gestion de l'eau et les systèmes de production intégrés de la ferme SAIN constitueront des références concrètes pour améliorer les méthodologies d'intervention du RADD auprès des petits producteurs ruraux.

ORGANISER DES SESSIONS DE RESTITUTION AVEC LES MEMBRES ET PARTENAIRES

Dès 2026, le RADD organisera des sessions de restitution de cet échange au sein de son réseau, à destination des organisations membres, des partenaires techniques et financiers, et des communautés bénéficiaires. Ces sessions permettront de diffuser les enseignements, de stimuler la réflexion collective sur leur applicabilité au contexte camerounais et d'identifier des projets pilotes à lancer en priorité.

CONSTRUIRE DES ALLIANCES DURABLES AVEC LES ORGANISATIONS RENCONTRÉES

L'échange a permis au RADD de nouer des liens directs et chaleureux avec des organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest et de Colombie. Le RADD s'engage à entretenir et développer ces alliances dans une logique de coopération Sud-Sud équitable et mutuellement bénéfique. Des échanges virtuels réguliers seront organisés en 2026, et des possibilités de visites d'étude réciproques seront explorées pour approfondir le partage d'expériences.

RENFORCER LA VOIX DU CAMEROUN ET DE L'AFRIQUE CENTRALE DANS LES DYNAMIQUES RÉGIONALES

En tant qu'unique représentant de l'Afrique centrale lors de cet échange, le RADD a pris conscience de la responsabilité qui lui incombe de porter la voix des communautés paysannes camerounaises dans les espaces de plaidoyer régionaux et internationaux. Le RADD s'engage à travailler activement pour que l'Afrique centrale soit davantage représentée dans les dynamiques de coopération Sud-Sud sur l'agroécologie et les semences paysannes, en portant notamment les spécificités écologiques, culturelles et juridiques de la sous-région.

PLAIDER POUR DES POLITIQUES PUBLIQUES FAVORABLES À L'AGROÉCOLOGIE PAYSANNE AU CAMEROUN

Fort des leçons tirées des expériences de plaidoyer partagées lors de l'échange, le RADD entend intensifier son travail de plaidoyer auprès des autorités camerounaises pour la reconnaissance et la protection des droits des paysan·ne·s à leurs semences, le soutien aux pratiques agro-écologiques dans les politiques agricoles nationales, et la mise en place de réglementations strictes sur les OGM et les nouvelles biotechnologies.

11. CONCLUSION

Cet échange Sud-Sud a été pour le RADD bien plus qu'une expérience d'apprentissage : il a été un moment de recharge, de réaffirmation et d'ouverture. Pendant treize jours, nous avons échangé, mangé, travaillé, discuté et vécu ensemble avec des paysan·ne·s et des militants venus de quatorze pays. Nous avons ris et nous nous sommes inquiétés ensemble. Nous avons trouvé dans nos différences une richesse, et dans nos ressemblances une force.

Pour le RADD, qui œuvre depuis plus de dix ans au service du développement durable, de l'agroécologie et du renforcement des capacités des communautés rurales camerounaises, cet échange a confirmé que la voie choisie est juste. Il a aussi rappelé que cette voie ne peut être parcourue seul : c'est ensemble, dans la solidarité et la coopération entre peuples du Sud, que nous construirons des systèmes alimentaires durables, justes et souverains.

Nous rentrons à Yaoundé avec des semences plein les mains, des idées pleines la tête et des alliés plein le cœur.



RAPPORT D'ACTIVITÉ

**Échange Sud-Sud
Afrique de l'Ouest – Colombie**

« Cultiver la diversité - Semer la solidarité pour l'agroécologie paysanne »



Cultiver la diversité – Semer la solidarité pour l'agroécologie paysanne et la souveraineté alimentaire
Echange Sud-Sud Colombie-Afrique de l'Ouest - à la Ferme SAIN au Bénin - Décembre 2025